

**Union européenne - Biélorussie -
Communiqué de presse du Conseil
de l'Union européenne
(Bruxelles, 27 février 2017)**

Le 27 février 2017, le Conseil a décidé de prolonger d'un an, jusqu'au 28 février 2018, les mesures restrictives contre la Biélorussie. Ces mesures comprennent un embargo sur les armes ainsi qu'un gel des avoirs et une interdiction de pénétrer sur le territoire de l'UE visant 4 personnes impliquées dans les disparitions non élucidées de deux personnalités politiques de l'opposition, d'un homme d'affaires et d'un journaliste en 1999 et 2000. Le Conseil a également introduit une dérogation aux mesures restrictives pour permettre l'exportation d'équipements de biathlon vers la Biélorussie, qui restera soumise à une autorisation préalable des autorités compétentes nationales au cas par cas.

Comme indiqué dans les conclusions du Conseil du 15 février 2016, l'adoption par la Biélorussie de mesures concrètes pour respecter les libertés fondamentales universelles, l'État de droit et les droits de l'Homme demeurera essentielle pour la définition de la future politique de l'UE à l'égard de ce pays.

Les mesures restrictives contre la Biélorussie ont été instaurées pour la première fois en 2004, en réaction à la disparition des 4 personnes mentionnées ci-dessus. Par la suite, le Conseil a adopté d'autres mesures restrictives contre les personnes impliquées dans les atteintes aux normes électorales internationales et au droit international relatif aux droits de l'Homme, ainsi que dans la répression à l'égard de la société civile et de l'opposition démocratique. L'embargo sur les armes a été instauré en 2011. Le 15 février 2016, le Conseil a décidé de lever les mesures restrictives dont faisaient l'objet 170 personnes et 3 sociétés, tout en maintenant l'embargo sur les armes et les sanctions imposées aux 4 personnes susvisées. Le Conseil a pris cette décision tout en prenant acte des mesures prises par la Biélorussie, qui ont contribué à améliorer les relations entre l'UE et ce pays./.